

**Mutilations sexuelles féminines -  
Journée internationale de la  
tolérance zéro à l'égard des  
mutilations génitales féminines -  
Réponse de Mme Agnès Buzyn,  
ministre des solidarités et de la  
santé, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 06 février 2018)

(Question sur les mutilations sexuelles féminines)

Madame la Députée,

Je vous remercie d'avoir soulevé ce sujet. Les mutilations sexuelles féminines sont une violence inacceptable. Ces pratiques constituent une atteinte fondamentale à l'intégrité physique des filles et des femmes et entraînent de graves conséquences physiques et psychiques. Ni la tradition ni la coutume ne justifient une telle remise en cause des droits fondamentaux.

Pour faire reculer cette pratique, pour lutter contre l'excision des jeunes filles, la mobilisation, la formation et la vigilance des professionnels de santé sont nécessaires. De nombreuses actions d'information et de sensibilisation ont été menées ces dernières années via les professionnels ou des associations. Elles doivent se poursuivre.

C'est aussi un enjeu pour le droit d'asile en France. Celui-ci doit permettre de protéger les jeunes filles de ces pratiques inacceptables.

La lutte contre les mutilations sexuelles féminines s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes. Je rappelle l'existence du site [www.stop-violences-femmes.gouv.fr](http://www.stop-violences-femmes.gouv.fr) et d'un numéro d'écoute gratuit disponible sept jours sur sept. Avec ma collègue, Marlène Schiappa, nous veillerons à ce que ces actions se poursuivent. Comme l'a souligné le président de la République lors de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, aucune exception culturelle ne justifie la barbarie de l'excision. Nous devons porter une attention particulière aux femmes migrantes qui cherchent à fuir l'excision pour elles ou pour leurs filles./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)